

## L'action de Ralaimongo à Diégo-Suarez

par  
Solofo RANDRIANJA

L'entre-deux-guerres est une période clé dans l'histoire politique et sociale de Madagascar. Elle verra en effet, comme dans l'ensemble de la zone subsaharienne :

- l'introduction et la généralisation de l'utilisation des formes nouvelles de luttes sociales tirées de la propre tradition du colonisateur ;
- l'émergence d'une classe politique malgache qui va tenter de donner une envergure nationale aux mouvements sociaux qui contestèrent les aspects oppressifs de la colonisation.

La ville de Diégo-Suarez ainsi que le territoire administratif en dépendant (1) jouèrent un rôle particulier dans la mesure où Jean Ralaimongo s'y était établi entre 1923 et 1929, année de sa mise en résidence fixe, et y avait expérimenté ces formes nouvelles de lutte soutenues par une logistique "européenne".

Une dynamique ainsi lancée débouchera sur la création à Tananarive en septembre 1936 du premier parti politique que les Malgaches aient connu à

---

1. Il était impossible de prendre pour limites de la zone de Diégo ses frontières administratives qui ne correspondent pas toujours avec celles du mouvement d'émancipation, tout en ayant pour souci de ne pas répéter inutilement ce que Esoavelomandroso Faranirina a auparavant étudié : "La région de Port-Bergé dans les années trente, un foyer d'opposition à la colonisation" in *Omal y Anio*, n° 17-18-19-20, 1983-1984, pp. 461-481. D'autre part, même en insistant sur l'histoire sociale, il fut difficile de ne pas parler des activités pionniers de l'incontournable Jean Ralaimongo déjà étudié par J. -P. Doménichini, *Jean Ralaimongo et l'origine du mouvement national malgache*, Paris 1960-61, 271 p., dactylographié.

l'échelle de l'île : le Parti Communiste (Section Française de l'Internationale Communiste) de la Région de Madagascar (P.C.R.M.) (2), parti dont les cadres, il faut le souligner, structureront les groupements politiques de l'après deuxième guerre mondiale, voire certaines sociétés secrètes de la courte période vichyste et partant l'insurrection de 1947.

Diégo-Suarez fut donc le point de départ d'une difficile gestation : à partir de Diégo, les mouvements contre la colonisation dès 1923 prirent les caractéristiques de ce que T.O. Ranger appelle "The modern mass nationalism" (3).

## I - LA NAISSANCE DU MOUVEMENT D'EMANCIPATION A DIEGO AU DEBUT DES ANNEES VINGT

### *Le prodrome parisien*

Le 15 mai 1923, lorsque quelques Malgaches et d'autres originaires des colonies (4) lancent de Paris, le journal *Le Libéré*, Diégo et les centres urbains du nord de Madagascar (Antalaha, Hell-ville, etc.) comptent beaucoup plus de lecteurs que les villes situées plus au sud (5).

Le sous-titre présentant le journal comme "La tribune du peuple malgache" n'explique sans doute que pour partie, cette inclination des villes du Nord pour la lecture d'un ancêtre des premiers journaux indépendants de Madagascar.

En fait, *Le Libéré* défendait les thèses de la Ligue Française pour l'Accession aux Droits de Citoyen des Indigènes de Madagascar, (L.F.A.D.C.I.M.) fondée à Paris en 1919. Aux côtés de l'incontournable Jean Ralaimongo et d'anciens "poilus" de Madagascar, on y remarquait aussi les animateurs du journal.

L'importance du nombre des lecteurs antsiranais du *Libéré*, bien souvent sympathisants de la Ligue, est diversement explicable :

- les liens de cette Ligue avec la Ligue des Droits de l'Homme (L.D.H.) sont notoires. Diégo et sa région étant une très vieille zone d'implantation française, la section locale de la L.D.H. y était forte dès 1923 de 220 membres dont 120 ligueurs "européens" (6)

---

(2) Solofo Randrianja, "Le Parti Communiste (Section Française de l'Internationale Communiste) de la Région de Madagascar 1936-1939, thèse pour le doctorat de 3e cycle, Paris VII 1982-1983, t. II, 223 p.

(3) T.O. Ranger, "Connexion between primary résistance movements and modern mass nationalism in East and Central Africa", in *Journal of African History*, VIII 1968, pp. 437-453 ; IX 1968, pp. 631-641.

(4) Le soudanais Kodjo Tovalou Quenum, le Martiniquais Gouttenoire de Toury, etc, pour l'essentiel des compagnons de tranchées durant la première guerre.

(5) A.N. - S.O.M., Aix-en-Provence, 6 (2) D 32.

(6) A.N. - S.O.M., Aix-en-Provence, 6 (2) D 55.

- Diégo est la première ville touchée par les bateaux venant de la métropole, transitant par le canal de Suez à une époque où les liaisons internationales étaient exclusivement assurées par voie maritime.

- Et enfin à deux reprises (juillet à décembre 1921, mai 1922), Jean Ralaimongo avait séjourné dans la zone afin de faire circuler une pétition en faveur de la naturalisation en masse. A chacun de ces séjours, Jean Ralaimongo avait été accueilli par la section locale de la L.D.H. qui allait, dans un premier temps, constituer sa logistique.

Dès le début des années vingt aussi, à Diégo étaient associés à l'instar des milieux anticolonialiste de Paris, certains autochtones et quelques Malgaches autour des thèmes de la gauche française. Greffe de celle-ci sur la société coloniale de Madagascar via Diégo avec une participation, voire une demande malgache, ainsi pourrait-on interpréter le relatif succès du *Libéré* dans le nord de l'île. En tous cas, c'est en douceur que le milieu urbain s'organisait pour réclamer "l'égalité des droits" selon l'expression de Boiteau. Après avoir milité pour leur naturalisation, les volontaires malgaches avaient étendu cette revendication aux "indigènes de Madagascar".

Vieux cheval de bataille de la gauche métropolitaine depuis les révolutions, elle va attirer les "Européens" de Madagascar dans la mouvance du mouvement naissant. Par contre, thème nouveau pour les Malgaches, la naturalisation en masse n'intéresse au départ que les urbanisés qui n'arrivent plus à satisfaire ni les formes de la résistance menée par les rejetons des dynasties autrefois puissantes (7) ni encore le langage sybillin des congrégations.

Tiré de la tradition politique du colonisateur, le thème de l'assimilation le piège dans son propre discours et vise à la fois "Européens" et Malgaches(8), amorçant de la sorte l'animation d'une société civile en train de se constituer. Thème essentiellement politique, il ne concerne en 1921 et 1922 que la mince couche supérieure des urbanisés, marginalisant les ruraux qui, sans doute, n'en voient pas l'intérêt immédiat.

D'ailleurs, la pétition mise en circulation par Jean Ralaimongo lors de ses deux premiers séjours, ne récolta que quelques dizaines de signatures malgré un périple qui le conduisit jusqu'à Tamatave et Tananarive. Espérant 2000

(7) Solofo Randrianja : "L'émergence de la classe politique malgache, de Gallieni aux années 50", in F. Raison-Jourde (sous la direction de) *Emergence des partis et légitimation du pouvoir politique à Madagascar, 1936-1972*, Paris, Laboratoire Tiers-Monde, 1982-1984, 207 p.

(8) Ralaimongo cite un extrait du journal *L'Indépendant de Madagascar* : "S'il y a dans l'île une agitation anti française entretenue par des demi-intellectuels indigène, il vaudrait mieux que cette agitation revête la forme de la V.V.S. car alors, les agitateurs pourraient être déclarés traîtres à la France et les humanitaires de Paris ne pourraient s'opposer à une répression énergique. Ce qu'il y a de mauvais, c'est que justement instruits par l'expérience, ils donnent actuellement et donneront encore une forme légale à leur agitation anti-française" ce qui "est plus dangereuse pour nous que la V.V.S. car il nous est difficile de la réprimer..."

abonnements à Madagascar, *Le Libéré* déchantait rapidement (9). Il est vrai que les tracasseries de l'administration découragèrent beaucoup de sympathisants. Diégo et même Vohémar, avaient par exemple, un service de censure (10), et la douane était vigilante. En février 1925, par exemple, furent saisis deux colis de 1000 exemplaires chacun, sur les 5000 constituant la livraison du second numéro daté du 16 novembre 1923 (11). Journal parisien, *Le Libéré* allait disparaître dans l'anonymat de la grande métropole en fusionnant avec *Les continents* le 15 décembre 1924.

Cependant, grâce à ce journal, fut mis en place un réseau qui sera pour le futur mouvement d'émancipation, une fenêtre ouverte sur l'extérieur mais aussi la possibilité de recourir à l'opinion publique métropolitaine (12). Mais l'essentiel devait être fait et restait à faire à Madagascar.

#### *Diégo et le mouvement d'émancipation*

Les raisons qui poussèrent Jean Ralaimongo à s'installer à Diégo sont, sans doute, multiples. Parmi celles-ci doit-être retenu sûrement l'attrait pour Diégo en tant que première ville malgache touchée par les bateaux venant de métropole, celle qui était la plus proche de Paris en somme, Paris où se trouvaient les amis de Jean Ralaimongo qui le soutenaient dans ses pionnières activités militantes. De plus, la section de la L.D.H. de Diégo pouvait assurer une certaine logistique.

Ralaimongo débarqua ainsi à Diégo le 20 novembre 1923 pour s'installer chez Joseph Randriamparany, ouvrier du bassin du radoub (13). Dans un premier temps, Ralaimongo agira dans le cadre de la L.D.H. Et pour lui, la défense des droits de l'homme passe par celle de ses intérêts immédiats. Les problèmes fonciers qui caractérisent la région à la même époque (14) lui en fournirent la matière. Ralaimongo donne ainsi un contenu social au thème de la naturalisation.

Durant l'année 1924, il va sillonner tout le Nord de l'île pour défendre les communautés villageoises victimes de vols de terres et ce en compagnie de Maître Bruelle, avocat qui s'était mis en service de la Ligue. Si l'affaire Alidor (15) est la plus célèbre de toutes celles défendues par le duo, il en est d'autres qui méritent aussi d'être mentionnées. Le cas de ce colon qui s'était fait attribuer 3 000 ha de terres englobant 24 villages de 15 à 115 toits n'était pas rare dans le Nord. En effet, Ralaimongo et Maître Bruelle ainsi que la L.D.H. de Diégo réussirent à faire arrêter pour vol (de terres) les colons Bouttemy et Massot (16). La popularité de Ralaimongo en milieu rural va rapidement se

(9) A.N. - S.O.M., Aix-en-Provence, 6 (2) D 32.

(10) *Ibid*, 6 (2) D 26.

(11) *Ibid*, 6 (2) D 32.

(12) *L'Ère nouvelle* du 24 février 1924, article de Gouttenoire de Toury.

(13) A.N. - S.O.M., Aix-en-Provence, 6 (2) D 5.

(14) Daniela Tovonirina Rakotondrabe, *Problèmes agraires exploitation coloniale et évolution des sociétés malgaches dans le Nord-Ouest Nosy-Be Mahavavy de 1910 à 1930* Antananarivo 1980.

(15) Pierre Boiteau, *Contribution à l'Histoire de la Nation Malgache*, éd. 1980, Paris, 1958, p. 307.

(16) A.N. - S.O.M., Aix-en-Provence, 6 (2) D 55.

développer. Les rapports administratifs soulignent qu'autour de Diégo, il était reçu "chez les Antakarana, avec les marques de respect dûes à un *Mpanjaka*" (17). Une campagne de recrutement à Antalaha vers le milieu des années 1920, permit à la L.D.R. de Diégo, de bénéficier de 1 000 nouveaux adhérents (18). Le fils de Tsialana II prend ouvertement parti pour Ralaimongo (19). Des "petits colons", originaires de la Réunion, victimes des débuts de la crise du système colonial, commencent de même à s'intéresser à la dynamique lancée par l'action militante de Jean Ralaimongo. Certains, comme Paul Dussac (20) ou Dufestin, épousèrent la cause émancipatrice jusqu'à leur mort, d'autres comme Léo Baret apporteront un soutien momentané mais néanmoins précieux (21).

Très vite, la section antsiranais de la L.D.H., submergée par les paysans malgaches, se trouve devant un dilemme : devait-elle ou non soutenir un mouvement aussi hétéroclite qui, tôt ou tard, allait poser le problème plus général du statut de Madagascar ? (22). Jean Ralaimongo, devant les hésitations de la Ligue, finira par "claquer la porte" en traitant Martin le responsable de la section, de "fumiste". Fait significatif, la L.D.H. en 1927, se fait appeler la Ligue Française pour la défense des Droits de l'Homme et du Citoyen.

L'administration coloniale consciente de la profondeur du mouvement déclenché par l'équipe de Diégo, paralysée par son caractère légaliste multiplie les obstacles. Garbit, en 1924, transmet verbalement aux receveurs des différents bureaux de poste importants des instructions leur permettant d'ouvrir paquets et colis postaux suspects, espérant, sans doute, couper Ralaimongo de la métropole et perturber en même temps le développement du mouvement (23).

La même année, le gouverneur général écrivait : "...soit par mesure administrative, soit par mandat judiciaire, s'il survenait une plainte en escroquerie, il apparaît urgent de retrancher Jean Ralaimongo de la société indigène" (24). En effet, en important à Madagascar via Diégo un des plus vieux thèmes de la gauche française (la lutte pour l'égalité des droits) et en

---

(17) *Ibid*,

(18) Annexe I.

(19) Y. Paillard : "Tsialana II" in F. Ranaivo, *Hommes et destins*, t. III, Académie des sciences d'Outre-mer, Paris 1979.

(20) P. Boiteau et S. Randrianja, "Dussac Léon Paul Alfred", in Maïtron *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* (en cours de parution), éditions ouvrières, Paris.

(21) Léo Baret, agent d'affaire à Nosy-Be. En août 1928, il remplaça pour un moment Dussac à la direction du journal *L'Opinion* A.N. - S.O.M, Aix-en-Provence, 6 (2) D 61

(22) Par exemple, des personnalités anciennement membres de la V.V.S. avaient rejoint ou du moins sympathisé avec le mouvement promu par J. Ralaimongo, ce dernier, rapelons-le, avait la création de la LFAIMD, combattu pour l'amnistie des Sakelika ; S. Randrianja, *Le Parti communiste, op. cit.*, t. II, p. 85.

(23) A.N. - S.O.M., Aix-en-Provence, 6 (2) D 32.

(24) P. Boiteau, *op. cit.*, passim.

utilisant les structures de cette même gauche, l'équipe de Diégo a pu contribuer à l'ouverture d'un espace politique à diverses catégories de la population coloniale à Madagascar :

- fonctionnaires français et colons réunionnais
- urbanisés malgaches
- paysans.

Elle a ainsi déplacé l'opposition Malgache/Français vers un nouveau pôle, régime colonial/droits de l'homme (25) Aussi, peut-on qualifier ce mouvement lancé au début des années 20 de nationaliste ou même de national.

Pour lier cet ensemble hétérogène, une autre nouveauté va être introduite, le journal d'opinion indépendant. Là encore, c'est une petite révolution dans un contexte où la presse reste un monopole de groupes puissants : congrégations, Etat ou associations de colons.

Le premier numéro de l'hebdomadaire *L'Opinion*, publié à Diégo le 27 mai 1927 annonce la couleur en se proposant de "défendre Européens et Indigènes dont les intérêts sont lésés". Jusqu'en mai 1929, Diégo constituera un pôle d'opposition au système colonial, largement en avance sur Tananarive.

Les thèses assimilationnistes prônées par l'équipe de Diégo ne tardent pas à gagner Tananarive. La réunion publique que Dussac devait mener dans une salle de cinéma de Tananarive le 19 mai 1929, en faveur de la naturalisation en masse, devait symboliquement représenter le leadership antsiranais dans le mouvement d'émancipation. Mais paradoxalement, la manifestation du 19 mai 1929, dans les rues de Tananarive, marque la fin de ce leadership. Montée en épingle par le Parti Communiste Français, la manifestation du 19 mai 1929 sert en fait la popularisation hors de Madagascar de la "politique anticolonialiste" du P.C.F. L'administration coloniale ne manqua pas de sauter sur l'occasion, profitant de l'émoi (et de l'effroi) provoqué par cette démonstration pour frapper toutes les têtes qui dépassaient (26).

Jean Ralaimongo sera mis en résidence fixe à Port-Bergé (27). La L.D.H. et ses frères de la Franc-Maçonnerie vont l'abandonner par crainte de se compromettre avec les communistes (28) et pourtant Jean Ralaimongo n'avait pas participé à cette manifestation.

---

(25) L'étude de la terminologie utilisée par le mouvement mérite une place autrement ample. Mais l'on peut dès lors, pour cette phase, noter que l'équipe de Ralaimongo n'utilise que très rarement des mots tels "Malgache", "Patrie," etc., utilisés plus fréquemment plus tard, à partir du milieu des années 30. Le contenu sémantique des mots utilisés dans le "Compte-rendu d'un voyage effectué à Madagascar", ou encore dans l'article de Ravoahangy paru dans la *Dépêche Africaine* (n° 3 de juillet 1928) est différent de celui du vocabulaire nationaliste des années 40. En 1925 est "indigène de Madagascar" celui qu'on désignera par Malgache dès la fin des années 30.

(26) S. Randrianja, *op. cit.*

(27) Faranirina Esoavelomandroso, "La région de Port-Bergé", *art. cité.*

(28) La venue à Madagascar d'un avocat métropolitain, M. Foissin envoyé par le PCF en 1930 n'arrangera en rien l'atmosphère.

A partir de ce moment, combattu par les communistes, le mouvement assimilationniste de Diégo va s'effacer devant une étrange alliance : celle des communistes français et des nationalistes de Tananarive (29). Mais le fait d'opter en faveur des thèses pour l'indépendance aux dépens des thèses assimilationnistes constitue-t-il vraiment une radicalisation ?

Ces palinodies que les acteurs historiques et certains historiens présentent comme une apostasie n'est en réalité qu'un stratagème politique lié à des conjonctures spécifiques. En effet, en 1936, au moment de la victoire électorale du Front Populaire, l'on constate un retour en force des thèses assimilationnistes dont l'apogée se situe aux alentours de la commémoration du cent cinquantième de la Révolution Française à laquelle fut convié un des piliers présumés de la V.V.S. Thèses assimilationnistes et thèses indépendantistes ne constituent-elles pas un tout idéologique parfaitement conciliable pour la classe politique de l'époque, essentiellement tananarienne ? Pour l'heure, dans le journal du Secours Rouge International (SRI), *La Défense*, du 20 novembre 1931, devant la répression dont fut victime l'ensemble du mouvement d'émancipation, Ralaimongo écrit :

"Puisque les Malgaches ennuent le gouvernement français, en revendiquant l'application intégrale de la loi d'annexion du 6 août 1896 (30) d'après laquelle les Malgaches devaient être considérés comme citoyens français, ils demandent la liberté de se constituer en peuple libre et indépendant..."

Avec la manifestation du 19 mai 1929, le mouvement d'émancipation aborde une nouvelle phase de son existence. La politique, devenue domaine privilégié des ténors nationalistes de Tananarive va se greffer sur les luttes sociales tendant à annihiler leur essence, alors même que le monde capitaliste pénètre dans une phase de crises devancée par la crise du système colonial à Madagascar dès le milieu de la décennie.

## II - LA ZONE DE DIEGO DANS LES ANNEES 30

Si Diégo a perdu le leadership dans le mouvement d'émancipation à la fin des années 20, sa région n'en sera pas moins intégrée dans un réseau désormais plus vaste. Le mouvement commence à prendre un caractère national, de même sa répression. Cayla, dès son arrivée au poste de gouverneur général de Madagascar (1930) va tenter de le neutraliser par la force et la violence.

### *Diégo et Tananarive*

L'*Opinion*, journal d'éducation morale et sociale, sera remplacé par *L'Aurore Malgache*, organe indépendant des intérêts généraux de Madagascar (du 17 octobre 1930 à février 1934) imprimé à Tananarive. Lorsque Dussac, directeur du journal, demande des cartes de presse pour les correspondants et

---

(29) Annexe II.

(30) Selon le juriste Dussac.

dépositaires du journal le 11 janvier 1932 (31), les services de police constatent que la ville de Diégo est après Tananarive, celle qui recevait le plus grand nombre d'exemplaires, 420 contre 80 pour une ville comme Fianarantsoa. Ces chiffres illustrent de même la progression du mouvement d'émancipation dans les villes et sa tendance à se développer dans toute l'île. Les relations entre les composantes urbaine et campagnarde du mouvement sont assurément complexes. Ralaimongo et son équipe, jusqu'à son déplacement forcé à Port-Bergé à la fin des années 20, c'est-à-dire pendant cinq ans, avaient mis au point un des premiers modes de pénétration du mouvement d'émancipation dans le milieu rural. Tournées, rencontres, discussions permettent de dégager des desiderata communs à un maximum de personnes. Souvent, ce sont les paysans qui font venir sur place les représentants du mouvement (32).

Ces desiderata sont réinterprétés comme la revendication pour l'égalité des droits. L'opération de réinterprétation permet à l'équipe des militants de Diégo et d'ailleurs, pour l'essentiel des citoyens, de se proposer comme porte-parole seul capable de formuler les revendications politiques.

La classe politique malgache moderne naîtra de cette situation d'intermédiaire des citoyens, pour s'épanouir à Tananarive. Pour l'intercesseur, la situation est aussi source de pouvoir aussi bien vis-à-vis des autorités étatiques que vis-à-vis de ce qu'il qualifie de "peuple". Ce dernier servant à légitimer cette même situation.

Il est très difficile de mesurer la profondeur de l'enracinement des thèses assimilationnistes en milieu rural. En tous cas, l'oppression coloniale, à travers les impôts et les prestations surtout, reste une constante et ses effets seront aggravés par les crises (insulaire à partir de 1924-1925 et mondiale à partir de 1929). Le contexte économique est ainsi générateur de luttes sociales.

#### *Les luttes sociales*

Le centre urbain de Diégo reste, dans les années trente, un foyer d'expérimentation et d'entretien de nouvelles formes de lutte. A ce titre, le rôle des navigateurs, des lignes de cabotage et intercontinentale, mérite d'être mentionné. Le milieu des navigateurs est un milieu cosmopolite et assez fortement syndicalisé. Ainsi, vers 1930, s'était constitué (à Marseille, il est vrai) un "Syndicat Nègre" (33) devenu majoritairement malgache vers 1935. Ces navigateurs, pour partie, étaient "les porteurs de valise" du mouvement d'émancipation (34) et constituaient une pièce d'importance dans le réseau de relation du mouvement avec l'extérieur.

---

(31) A.N. - S.O.M., Aix-en-Provence, 6 (2) D 62.

(32) Les Antemoro l'invitèrent à se rendre à Farafangana le 1er janvier 1924.

(33) I. SY, *Kouyate et l'action anti-coloniale de l'entre-deux-guerres 1920-1940*, mémoire de Maîtrise, Paris VII 1978, 210 p.

(34) En 1931, un marin guérisseur, Marius Joseph, fut chargé de recueillir dans les ports malgaches des abonnements au journal de l'Union des Travailleurs Nègres, *Le cri des Nègres*. A. Diégo, il avait reçu à bord du *Jean Laborde*. Rabemalanto, sympathisant du mouvement d'émancipation. (A.N. - S.O.M., Aix-en-Provence, 6 (2) D 19).

Certains navigateurs avaient contribué à répandre dans et autour des ports malgaches des formes de lutte comme la grève. A de nombreuses reprises, ils avaient poussé les travailleurs des ports à se constituer en syndicat (35). C'est ainsi organisés que les 300 bateliers de Diégo se mirent en grève le 24 février 1937 pour demander une hausse de leur salaire, l'octroi d'une ration alimentaire et le petit déjeuner. Ce mouvement revendicatif accompagné de grèves va s'étendre dès mars 1937 à tous les ports de l'Est : répétition générale de ce qui va se passer en juin 1946, mois durant lequel deux ports sur 22 seulement étaient en activité (36). Dans le même temps, la classe politique était mobilisée par les élections (l'Assemblée constituante) auxquelles n'étaient électeurs et éligibles que des citoyens, autre source de légitimation qui vient de renforcer les luttes sociales détournables à merci.

Les concurrences, face à ces échéances, au sein de cette classe politique, sont aussi à l'origine du clientélisme : chaque tendance essayant de préserver des autres ses propres sources de légitimation. Les diverses dissidences et scissions au sein du mouvement peuvent s'expliquer de cette manière.

#### *Enonciation du politique et division*

Lorsque le Parti Communiste (Section Française de l'Internationale Communiste) de la Région de Madagascar (PCRM) fut constitué en septembre 1936, tentant d'assimiler toutes les composantes du mouvement, celui-ci va connaître une série de scissions à Diégo. La L.D.H. "européen", un mouvement paysan, animé d'Antalaha par Jean Ralaimongo regroupé au sein de la section locale du Secours Rouge International (transformé par la suite en Secours Populaire de France) et une petite équipe de nationalistes urbains, constituent autant de factions. Si le PCRM était, sur le plan national et ce, malgré l'hostilité du PCF, un partisan traditionnel de l'indépendance (37), le SRI, en particulier la section du Nord, continuait à dénoncer les abus divers, fruits de l'oppression sur le terrain, sans tenir compte du nouvel élément que fut le PCRM, énonciateur privilégié du politique dont la création est postérieure à la sienne. Fait très significatif, le PCRM avait des bureaux régionaux dans toutes les capitales administratives sauf à Diégo. A la place, une imposante représentation du SRI (38) illustration évidente du développement du clientélisme.

De même, la seule section d'Antalaha avait placé, pour l'année 1937, près de 475 cartes d'adhérents au SRI, (39) alors même que dans les autres zones c'est le P.C.R.M. qui bénéficia de la vague d'adhésion des ruraux pour la

(35) A.N. - S.O.M., Aix-en-Provence, 6 (5) D 19.

(36) AN-S.O.M. Paris, Mad. C 3257, 10 et 11.

(37) S. Randrianja, *op. cit.*

(38) Dont les membres du bureau fondé le 2 novembre 1936 sont :

secrétaire général : Razafindrazaka Charles

secrétaire adjoint : Razafindrazaka Jacques

secrétaire à la propagande : Rajaonarison Ernest, Rakotomalala André, Raolison Eloi

trésorier : Johnson Emmanuel, Razafindrakotovao

(A.N. - S.O.M., Aix-en-Provence, 6 (2) D 63).

(39) *Ibid.*

même période. Cette division du mouvement d'émancipation à Diégo préfigure la décomposition du Parti qui aura lieu l'année d'après et qui le conduira au sabotage en 1938. L'affaire Soazara en constitue le prologue.

### *L'affaire Soazara*

L'affaire Soazara révèle les tâtonnements de la classe politique dans ses tentatives d'agencer luttes sociales et énonciation du politique. Le 31 janvier 1936, le journal *La Nation Malgache*, successeur éphémère de *L'Aurore Malgache* révèle en première page, l'affaire (40).

Rappelons brièvement les faits. Tondroko, le roi du territoire d'Analalava dont la capitale est Antonibe meurt le 25 septembre 1925. Son territoire était occupé par la France depuis le 30 septembre 1897. En 1908, Tondroko a été accusé comme étant l'un des principaux organisateurs du "soulèvement" de la baie de Narinda. Depuis cette année, il vécut exilé à Analalava jusqu'à sa mort en 1925. Soazara, sa fille, naît cinq jours après son décès. Près de dix ans plus tard, Soanoro Julie, la mère de Soazara, conseillée par Ramena Benoît, un instituteur, membre du S.P.F. veut l'entraîner à Antonibe, dans le but évident de créer des difficultés à l'administration, le déplacement de la Reine provoquant une migration au moins de son importante cour.

Le contexte est favorable, le Front Populaire, allié du mouvement d'émancipation, est arrivé au pouvoir, Cayla et sa politique de répression systématique sont, de fait, déconsidérés par des mesures d'assouplissement comme l'amnistie des leaders du mouvement. A l'actif du mouvement, une implantation ancienne dans la zone puisque la résistance aux impôts qu'il prônait, y était effective (41).

Cependant, malgré l'appui des journaux de Tananarive, une campagne lancée en métropole par la S.P.F., des interpellations du ministre au Parlement par le député communiste Monjauvis, malgré une visite de Ralaimongo au *mpisikidy* (devin) local, l'affaire tourna court. L'administration coloniale, les oracles et surtout les conseillers (42) opposèrent un irrémédiable veto au départ de la petite Reine.

Par deux fois, le 12 et le 21 septembre 1936 (43), ces conseillers portèrent plainte contre Ralaimongo. La masse des sujets était restée passive et indifférente. Cet échec du mouvement d'émancipation avait sans doute pour principale cause un changement de stratégie dû à l'adoption des thèses indépendantistes.

---

(40) Voir aussi *La Nation Malgache* n° 42 du 7 août 1936.

(41) Pour 1932 "La situation financière d'Antonibe... accusait un reste à recouvrer s'élevant à 366.600 F". (A.N. - S.O.M., Aix-en-Provence, 6 (2) D 121).

(42) Un roi sakalava ne pouvait quitter sa résidence qu'après décision des conseillers comme ce fut le cas de Tsvolo en 1826. Il s'était enfui à Mayotte durant l'avance merina. Sur le rôle des conseillers, voir aussi J.F. Baré *Sable rouge, une monarchie du Nord-Ouest Malgache dans l'histoire*, L'Harmattan Paris, 1980, 383 p.

(43) A.N. - S.O.M., Aix-en-Provence, 6 (2) D 121.

Dès septembre 1936, le secrétaire général du PCRM conseilla aux militants (44) d'enrôler en priorité les *ray aman-dreny* et les dirigeants des *fokon'olona*, bref ceux qui détenaient la moindre parcelle de pouvoir "en brousse". Le parti s'était ainsi mis en concurrence avec l'administration, délaissant ou du moins faisant passer au second plan les luttes sociales et leurs exigences prosaïques. Ainsi s'expliquent et l'indifférence des sujets de Soazara et l'hostilité de ses conseillers obligés de choisir entre un loyalisme qui assure la tranquillité et une opposition ouverte à l'administration qui s'apparente à une sédition sans aucune perspective immédiate.

L'échec dans l'affaire Soazara préfigure, à bien des égards, la décomposition du Parti en 1938 un peu plus d'un an après sa création, décomposition due à :

- un afflux dans le parti des ruraux engagés dans des luttes sociales auxquels la classe politique n'offrait comme perspective que la départementalisation ou l'indépendance,
- leur sous-représentation dans les organes de décision du mouvement,
- des hésitations et des divisions dans les strates supérieures du mouvement.

### III - LES ELECTIONS DE 1939 A DIEGO

Les élections du 14 mai 1939 devant désigner un représentant de Madagascar au Conseil Supérieur de la France d'Outre-mer furent les premières consultations à l'échelle de l'île. Ce conseil, il faut le rappeler, n'avait aucun pouvoir et le collège électoral fut très indécis (19 001 inscrits dont 15 879 votants soit 16,45% d'abstentions).

Neuf circonscriptions électorales regroupant 38 districts parmi lesquelles celle de Diégo (6 districts), se partagèrent ces électeurs qui eurent le choix entre treize candidats.

#### LES ELECTIONS DU 14 MAI 1939 DANS LA CIRCONSCRIPTION DE DIEGO (45)

Districts	Nombre des inscrits	Nombre de votants	Abstention %	% de Ravelojaona
Diégo	262	160	39	72,5
Ambilobe	40	35	12,5	91,42
Nosy Be	106	94	11,3	95,48
Ambanja	31	31	0	90,32
Antalaha	222	153	31,08	70,58
Vohémar	26	24	7,6	95,83
Total	687	487	29	78,6

(44) A.N. - S.O.M., Aix-en-Provence, 6 (2) D 55.

(45) ARDM, D 480 à D 484.

Ces élections ne concernent donc dans la zone administrative de Diégo, que 687 électeurs dont 487 seulement votèrent soit un taux d'abstention de 29% supérieur à la moyenne "nationale" (16,45%).

Il est difficile d'expliquer ce taux d'abstention par les difficultés de communication car des circonscriptions, tout aussi mal loties, connaissent un taux courant autour de la moyenne,, voire largement inférieur : Morondava 13,20% Tuléar 14,66% Fort-Dauphin 6,85% Seule sur les neuf circonscriptions, celle de la région de Majunga connaît un taux d'abstention presque analogue (25%) à celui de la région de Diégo.

On peut, dès lors, raisonnablement supposer que l'abstention est ici un choix délibéré. Pourquoi dans la circonscription de Diégo plus de trois électeurs sur dix se sont-ils abstenus? Rappelons que l'élu, Ravelojaona, avait bénéficié de l'appui du défunt PCRM dont le candidat s'était désisté en sa faveur. L'appartenance ethnique de Ravelojaona ne semble pas non plus avoir joué en sa défaveur puisque, vu le mode de composition du collège, l'on peut parler plus de son homogénéité sociale que de son homogénéité ethnique. Par exemple, dans la circonscription de Fianarantsoa, le candidat qui en est originaire a été très largement battu par Ravelojaona. On peut donc raisonnablement écarter le paramètre ethnique pour expliquer le taux d'abstention important dans la circonscription de Diégo.

Si l'on tente d'affiner l'analyse, l'on constate que le taux d'abstention est important dans les districts où le nombre d'électeurs est élevé (Antalaha 31,08% et Diégo 39%), les deux districts qui avaient servi de base à Jean Ralaimongo (le district de Port-Bergé connaît le même phénomène), donc dans les centres véritablement urbains. De même Ravelojaona n'a recueilli que 72,5% des suffrages à Diégo et 70,58% à Antalaha, Il y fut "concurrencé" par Rajaona Jean (qui rafla 15,80% à Diégo et 15,6% à Antalaha) et Rajohanesa membre de la section du PCRM de la Région de Tuléar (10% et 9,8%). Aucun candidat ne développa sa propagande sur le thème de l'indépendance ni même de l'autonomie. Parmi les abstentionnistes pourraient être ainsi comptabilisés les partisans de l'indépendance. C'est la première occasion donnée à l'élite d'exercer son droit de citoyen, aussi si l'on retrace le taux d'abstention de la circonscription de Diégo, celui de la moyenne nationale, la différence pourrait quantifier les partisans de l'indépendance.

En tous cas, au-delà de ces hypothèses, et eu égard à l'écrasante victoire de Ravelojaona ainsi qu'à un certain exercice de la possibilité de choix, ces élections illustrent un paradoxe. Le premier terme est la discipline des votants ; 393 ont choisi Ravelojaona sur les 487 votants. Cependant sur les 687 inscrits, plus de 42% n'ont pas voté pour Ravelojaona, ce qui relativise sa victoire dans le Nord. Le second terme du paradoxe est une certaine dispersion des voix qui pourrait illustrer le début du développement du clientélisme dans le phénomène électoral. Certains candidats n'ont ramassé qu'un ou deux suffrages tel le jeune Raseta, membre de l'ancien PCRM. Aussi, comme dans les autres circonscriptions, ces élections ont permis de juger le comportement d'un corps électoral socialement plus qu'ethniquement homogène. L'homogénéité sociale se reflète dans la victoire

de Ravelojaona et le clientélisme dans la dispersion relative des voix. Ceux qui ont fait le choix en faveur de l'indépendance pourraient être comptabilisés parmi les abstentionnistes.



En s'installant à Diégo et en opérant de Diégo, dès 1923, l'équipe de Jean Ralaimongo fit faire au mouvement contre la colonisation un saut qualitatif. Elle a su entraîner dans son sillage d'abord des "Européens" et ensuite, elle s'est préoccupée des problèmes sociaux, conséquences du fait colonial. De même, les actions menées le furent dans le cadre de la législation coloniale et au nom des thèmes de la tradition politique du colonisateur.

De fait donc, les actions de cette équipe préparent l'élargissement de la base sociale du mouvement contre la colonisation, préparant ainsi son développement à l'échelle de l'île. De même, elle a désenclavé ce mouvement en le reliant avec les courants anticolonialistes métropolitains.

Mais l'échec de la V.V.S. relève justement de cette absence de liens avec le monde rural et les alliés de l'extérieur. Et la classe politique tananarivienne, en accaparant ces nouveaux moyens de lutte et de légitimation, s'imposera dès le début des années trente comme le seul porte-parole du mouvement d'émancipation.

## ANNEXE I

### Lettre de Ralaimongo à Vittori (extrait)

*Prison de Majunga, le 24 mai 1936*

Cher Camarade Vittori, Paris,

Mon cher Vittori... Je te dirais que je me trouve dans une situation peu digne pour moi au point de vue solidarité.

Deux fois, la Section Française du S.R.I. a envoyé un avocat à Madagascar pour nous sauver et chaque fois que nous nous faisons emprisonner, elle nous envoie l'aide matérielle pendant que nous n'avons rien fait pour la solidarité... le S.R. n'a qu'un adversaire à Madagascar, la peur et c'est un adversaire terrible. Je sais bien que pour fonder une section d'une association légale en France, on n'a pas besoin d'être mandaté comme nous avons fondé la section de la Ligue des Droits de l'Homme à Diégo-Suarez, mais il n'en serait pas de même pour la section du S.R.... La section de la Ligue des Droits de l'Homme à Diégo-Suarez était la plus florissante de l'île pendant que j'en faisais partie, mais ce n'était qu'une fumisterie. Par une seule tournée à Antalaha, j'ai recruté mille adhérents soit 5000 francs, la cotisation annuelle étant de 5,00 francs, somme que j'ai versée intégralement au président de la section de Diégo-Suarez contre 1000 cartes sans me préoccuper d'aucune commission. Mais lorsque j'ai soumis les doléances des indigènes d'Antalaha à la section, elle ne faisait que des manœuvres dilatoires qui finirent par me fâcher et traiter de fumiste le président qui, comme de juste, s'est fâché à son tour et c'était la bagarre dans la salle. L'avocat Bruelle qui était bien avec moi, m'a donné tort d'avoir traité de fumiste le président et m'a demandé de retirer le mot et je suis sorti en fermant la porte avec fracas. Depuis, j'ai cessé d'appartenir à la Ligue.

A Paris, je me suis fait admettre dans la Franc Maçonnerie, "L'Aurore sociale" d'Alfortville (G.O.), j'y étais l'un des plus actifs, tous mes ff. m'ont admiré et estimé pour mon action à Madagascar. Mais j'ai été placé sans jugement en résidence fixe à Port-Bergé, le f. Besnard, vénérable aurait déclaré : "c'est un communiste, il est indéfendable", alors que je n'ai jamais adhéré au Parti Communiste. Ils n'ont rien fait en ma faveur. Ah ! pardon, ils ont fait quelque chose, ils ont voté ma radiation par défaut de paiement de cotisation pendant mon exil. Alors que la loge "Les Philanthropes Réunis" à laquelle appartenait mon fils a voté 600 francs pour ma famille comme le SRI qui n'a jamais cessé de porter secours à ma famille pendant la durée de ma peine de mise en résidence fixe forcée à Port-Bergé. C'est ainsi qu'aucune des associations bourgeoises prétendues philanthropiques, la religion comprise ne m'ont plus tenté. Mais dès que j'ai connu le S.R. dans mon exil, je n'ai plus hésité un seul instant d'y adhérer avec les quelques camarades qui étaient auprès de moi.

Sa couleur m'était indifférente : blanc, rouge ou noir. Le premier mot secours me suffit. Et surtout qu'on a ajouté : "secours aux victimes de l'injustice". En France, vous avez plusieurs partis, communistes, socialistes,

radical socialiste, royaliste, etc... tandis que nous n'avons que faire de vos "iste". Les masses paysannes se foutent comme de l'an "0" de la politique et ils n'ont pas tort...

## ANNEXE II

### RAPPORT DE Me FOISSIN AU SECRETARIAT DU PARTI SUR SA DELEGATION A MADAGASCAR (extraits)

(20 novembre 1929 - 20 juin 1930)

J'avais pour mandat de défendre nos deux camarades Planque et Vittori puis de créer une section du Secours Rouge ainsi que des noyaux communistes. D'ailleurs quelques jours après mon arrivée à Tananarive parvenait à Planque et Vittori des instructions du Parti, dans lesquelles on leur demandait de "populariser parmi les Malgaches la venue de Foissin, afin de donner le plus grand retentissement à l'intervention du Secours Rouge et du Parti communiste dans votre affaire".

Heureusement que les Malgaches ont compris spontanément la portée de mon envoi par le Parti communiste, car les instructions du Parti sont arrivées, comme les carabiniers d'Offenbach... trop tard ! il faudra que l'on sache s'astreindre à subir la dictature du courrier et que l'on n'oublie pas que les bateaux sont beaucoup moins fréquents que les rames du métro.

D'autre part, les camarades Planque et Vittori recevaient pour instruction de mettre en application les résolutions du VIe Congrès de l'I.C., de poser la question de l'Indépendance, de combattre la naturalisation et ceux qui la préconisaient : socialistes et "faux-nationalistes", de propager des mots d'ordre de lutte pour des revendications nationales et sociales, de constituer un petit groupe de Malgaches pénétrés de la justesse des mots d'ordre et de l'action de l'I.C.

(archives P. Boiteau).

## ANNEXE III

### LES JOURNAUX DU MOUVEMENT D'EMANCIPATION MALGACHE 1923-1939

**Le Libéré**  
tribune du Peuple Malgache  
Imprimé à Paris  
mai 1923 à janvier 1925  
directeur : J. Ralaimongo  
gérant : Gouttenoire de Toury

**L'Opinion**

journal d'éducation morale et sociale

imprimé à Antsiranana

1927 à 1930

directeur : J. Ralaimongo

directeur polit. : Dussac

**L'Aurore Malgache**

organe indépendant de défense des intérêts généraux de Madagascar

imprimé à Antananarivo

17 octobre 1930 à février 1934

directeur politique : Dussac

gérant : Fantoni puis Leclerc, puis J. Ranaivo

**La Patrie Malgache**

Organe indépendant de défense des intérêts généraux de Madagascar

imprimé à Antananarivo

mars 1934 à juillet 1934

gérant : Rodolphe J.

**L'Opinion**

organe hebdomadaire indépendant d'éducation morale et sociale

organe indépendant de défense des intérêts généraux de Madagascar

imprimé à Antananarivo

juillet 1934 à octobre 1935

fondateur : J. Ralaimongo

gérant : Ranaivo, puis Rabarijaona G., Ethelbert

**La Nation Malgache**

organe de défense des intérêts vitaux et des aspirations nationales du

peuple malgache

imprimé à Antananarivo

octobre 1935 à août 1936 (réapparaît en 1945)

fondateurs : Ralaimongo, Dussac, Ravoahangy

gérant : Dussac

propriétaire : P. Ranaivo

**Le Prolétariat Malgache**

Organe de défense des intérêts vitaux et des aspirations émancipatrices du Prolétariat malgache

organe du P.C. (S.F.I.C) R.M. d'unité ouvrière et de défense des intérêts généraux de Madagascar

imprimé à Antananarivo

septembre 1936 à août 1939